

Royaume du Maroc

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Direction des Etudes et des Prévisions Financières
DENI

NOTE DE CONJONCTURE

Bulletin mensuel de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières

N°156 – Février 2010

Sommaire	Vue d'ensemble.....	2
	Environnement international.....	3
	Contexte national.....	5
	1. Croissance sectorielle.....	5
	2. Eléments de la demande.....	9
	3. Echanges extérieurs.....	11
	4. Finances publiques	13
	5. Financement de l'économie.....	14
Tableau de bord.....	18	

Contacts : doc@depf.finances.gov.ma
Tél : (00212) (0) 537 67 74 29/62 Fax : (00212) (0) 537 67 74 54
Quartier administratif, entrée D, Chellah – Rabat
Site Internet : www.finances.gov.ma/depf/depf.htm

Poursuite de l'amélioration de la situation économique

Partout dans le monde, la reprise économique s'est avérée plus forte que prévu initialement. L'activité des économies avancées s'est redressée au cours de la deuxième moitié de 2009, principalement grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en œuvre durant la même année. Toutefois, cette reprise de l'activité n'a pas été homogène. Aux Etats-Unis, le PIB a progressé de 5,7% en rythme annualisé au quatrième trimestre 2009, son taux le plus élevé en six ans. Dans la zone euro, la croissance du PIB, entamée au troisième trimestre 2009 (+0,4%), devrait se poursuivre aux prochains trimestres, comme le laissent augurer les indicateurs conjoncturels. Au Japon, le PIB a progressé de 0,3% après 0,7% au deuxième trimestre, grâce notamment à la demande de l'Asie émergente, en particulier la Chine dont la croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 10,7% au quatrième trimestre. Au Brésil, les perspectives de croissance s'annoncent prometteuses, soutenues par la reprise de la consommation privée. En revanche, dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale, la reprise s'amorce plus lentement, en ligne avec le redressement de l'activité dans la zone euro. En termes de perspectives, le FMI a rehaussé ses prévisions de la croissance économique mondiale à 3,9% en 2010 contre 3,1% prévu en octobre 2009.

Au niveau national, selon les derniers chiffres publiés par le Haut Commissariat au Plan (HCP), l'activité économique a enregistré un taux de croissance en volume de 5,6% au troisième trimestre 2009 en glissement annuel après un accroissement de 5,4% au deuxième trimestre et de 3,7% au premier trimestre. Cette amélioration témoigne de la bonne résilience de l'économie nationale face à la crise économique et financière mondiale. Compte tenu de ces évolutions, l'activité économique enregistrerait en 2009 un taux de croissance de 5,3%.

L'évolution à fin décembre 2009 des indicateurs conjoncturels confirme l'atténuation du rythme de baisse au niveau des activités touchées par la crise (OCP, industrie, tourisme et transferts des MRE). Les productions des engrais et de l'acide phosphorique ont progressé respectivement de 15,7% et 11,1% au terme de l'année 2009 après des baisses respectives de 16,3% et de 19,8% en 2008. Néanmoins, la production de phosphate s'est repliée de 29,1% en 2009 après un recul de 7,2% en 2008. Quant à la production des industries de transformation, le rythme de baisse, en glissement annuel, de l'indice trimestriel de la production industrielle poursuit son ralentissement, passant de -1,6% au premier trimestre, à -1% au deuxième trimestre et à -0,3% au troisième trimestre et ce, grâce à la reprise au troisième trimestre 2009 de la production des industries destinées à l'export particulièrement les industries d'habillement et fourrures, celles du cuir, articles de voyage et chaussures, celles du textile et celles de l'automobile. Quant aux perspectives de la production, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par le HCP, prévoient une amélioration de l'activité au cours du quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent.

La production de l'électricité maintient depuis le deuxième trimestre 2009 un rythme de progression modéré, clôturant l'année 2009 sur une progression de 4,2% en glissement annuel contre 6,2% un an auparavant. S'agissant des ventes de ciment, principal baromètre du BTP¹, elles se sont raffermies, au terme de l'année 2009, de 3,4% par rapport à l'année 2008.

Pour ce qui est de l'évolution des indicateurs de l'activité touristique, à l'exception des arrivées de touristes qui ont conservé leur croissance (+5,9% en 2009), l'amplitude du recul des autres principaux indicateurs demeure en ralentissement. Les nuitées réalisées dans les hôtels classés ont régressé à fin décembre 2009 de 1,4% après un repli de 2,5% à fin septembre 2009. Les recettes voyages ont reculé au terme de l'année 2009 de 5% après une baisse de 9,6% à fin septembre 2009 et ce, grâce au renforcement de ces recettes de 13,5% au quatrième trimestre.

La demande intérieure continue de soutenir la croissance économique, tirant profit de la hausse des revenus des ménages ruraux en lien avec l'excellente campagne agricole, du maintien du taux de chômage sous la barre de 10% (9,1% en 2009 contre 9,6% en 2008), de la poursuite de la croissance des crédits à la consommation (+18,8% à fin décembre 2009) et des efforts déployés par les pouvoirs publics pour soutenir le pouvoir d'achat à travers la réduction de l'impôt sur le revenu et la revalorisation des salaires. Du côté de l'investissement, compte tenu de la bonne résilience de l'économie marocaine face à la crise économique et financière internationale, l'effort d'investissement se poursuit, comme en témoigne la hausse de 29,1% des crédits accordés à l'équipement à fin décembre 2009 et de 16% des dépenses d'investissement du budget de l'Etat à fin novembre 2009.

Les échanges extérieurs du Maroc demeurent affectés par la baisse de la demande étrangère adressée aux produits nationaux. Ainsi, les exportations et les importations de biens et services (FOB/FOB) ont clôturé l'année 2009 sur un repli respectivement de 19,2% et 14,9% en glissement annuel, portant ainsi le taux de couverture à 68,6% contre 72,3% en 2008. Les échanges de biens, quant à eux, ont dégagé un déficit commercial chiffré à 152,6 milliards de dirhams, en atténuation de 10,4% par rapport à 2008. Cette situation provient essentiellement de l'allègement des déficits dégagés par les échanges des produits énergétiques et des produits alimentaires.

¹ Tel qu'il ressort d'un modèle économétrique estimé qui montre que les ventes de ciment expliquent l'activité du BTP avec un coefficient d'adéquation de 97,5%.



L'exécution de la Loi de Finances 2009 au terme des onze premiers mois de 2009 s'est soldée par un déficit budgétaire de 3,9 milliards de dirhams après un excédent de 6,2 milliards à fin novembre 2008. Les recettes fiscales se sont inscrites en baisse de 9,6% par rapport à fin novembre 2008, toutefois en atténuation comparativement au recul enregistré au terme des dix premiers mois de 2009 et qui s'est établi à -10,6%. L'exécution des dépenses ordinaires demeure maîtrisée avec un taux de réalisation atteignant 79,2% à fin novembre 2009 et leur tendance baissière se maintient, enregistrant un repli de 6,3% suite essentiellement à la contraction des charges de compensation de 61%. D'un autre côté, les émissions des dépenses d'investissement ont enregistré une hausse de 16% et se sont réalisées à hauteur de 96,8%.

Sur le plan monétaire, le rythme de croissance de la masse monétaire a poursuivi son ralentissement passant d'une hausse, en glissement annuel, de 10,8% à fin décembre 2008 à +4,5% à fin décembre 2009. Cette évolution s'explique essentiellement par la décélération du rythme de progression des concours à l'économie qui est passé de +22,9% à fin décembre 2008 à +9,1% à fin décembre 2009. Cette tendance est attribuable au ralentissement du rythme de croissance des différentes catégories de crédit, à l'exception des crédits à l'équipement qui continuent de croître à un rythme élevé de +29,1% à fin décembre 2009 après +19% l'année précédente, et à l'effet de base induit par la forte expansion observée durant l'année dernière. A cela s'ajoute l'impact de la baisse des avoirs extérieurs nets avec un repli de 3,6% au terme de l'année 2009, toutefois en atténuation par rapport au rythme enregistré l'année précédente (-5,3%). Quant aux créances nettes sur l'Etat, elles ont augmenté par rapport à fin décembre 2008 de 6%.

Au niveau du marché interbancaire, le resserrement des trésoreries bancaires enclenché en 2007, s'est accentué en 2009. De ce fait, la Banque Centrale est intervenue régulièrement en augmentant le volume de ses injections de liquidités. Dans le même sens, elle a procédé à l'abaissement du taux directeur à 3,25% et a opéré trois réductions du taux de la réserve monétaire pour le ramener à 8%. Dans ce contexte, la moyenne annuelle du taux interbancaire a enregistré un repli de 11 points de base par rapport à 2008 pour s'établir à 3,26% en 2009. Du côté du marché des bons du Trésor par adjudication, le Trésor a augmenté ses levées au cours de l'année 2009 de 56,9% pour atteindre 72,9 milliards de dirhams et ses remboursements se sont accrus de 26,6% pour s'établir à 67,7 milliards de dirhams. Ainsi, l'encours des bons du Trésor par adjudication s'est élevé à 257,9 milliards de dirhams à fin 2009, en hausse de 2,1% par rapport à fin 2008. Concernant l'évolution des taux des bons du Trésor à court et à moyen terme, ceux-ci se sont inscrits globalement en baisse comparativement à l'année 2008. L'évolution de l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca au cours de l'année 2009 a été volatile mais globalement orientée à la baisse. Ainsi, après avoir enregistré des progressions de 5,5% pour le MASI et de 5,1% pour le MADEX au terme du premier semestre 2009, l'évolution s'est inversée à la baisse au cours du deuxième semestre 2009, avec des replis de 9,9% pour le MASI et de 11,2% pour le MADEX. De ce fait, pour la deuxième année consécutive, la Bourse de Casablanca a clôturé l'année sur des reculs de 4,9% pour le MASI et de 6,6% pour le MADEX. Pour sa part, la capitalisation boursière s'est contractée de 4,3% pour s'établir à 508,9 milliards de dirhams.

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Après la sortie de récession des principaux pays développés au troisième trimestre 2009, la reprise de l'économie mondiale se confirme progressivement, tirée par une expansion dans l'Asie émergente, en particulier la Chine. Outre les mesures généralisées de relance budgétaire, l'amélioration des marchés du crédit a permis un rebond de l'activité économique et du commerce international. En termes de perspectives, le FMI a revu à la hausse, en janvier, ses prévisions de la croissance mondiale à 3,9% en 2010 contre 3,1% prévu initialement, suite à la vigueur de la croissance des économies émergentes et en développement (+6%), en particulier la Chine (+10%) et l'Inde (+7,7%). Dans les pays développés, la croissance du PIB devrait s'établir à 2,1% en 2010, en ligne avec un net redressement de l'activité aux Etats-Unis (+2,7%) et au Japon (+1,7%). Dans la zone euro, la croissance est attendue à 1%, grâce essentiellement à l'Allemagne (1,5%) et la France (1,4%).

Aux Etats-Unis, le PIB a rebondi de 5,7% en rythme annualisé au quatrième trimestre 2009, selon une première estimation, après 2,2% au troisième trimestre. Cette progression a été soutenue notamment par le ralentissement du déstockage des entreprises (contribution de 3,4 points de pourcentage). La consommation des ménages s'est accrue de 2,0% (contre 2,8% au troisième trimestre), l'investissement résidentiel a augmenté de 2,7% (contre 18,9%), alors que l'investissement des entreprises a repris de 2,9% (après cinq trimestres consécutifs de repli). Le commerce extérieur a contribué de 0,5 point à la croissance (après 0,8% au trimestre précédent).



S'agissant des indicateurs conjoncturels, l'indice ISM manufacturier américain continue d'évoluer en zone d'expansion pour s'établir à 58,4 en janvier, son plus haut depuis août 2004, laissant présager une poursuite de la croissance de la production industrielle. Toutefois, la reprise de l'économie américaine reste encore fragile en raison notamment de la poursuite de l'ajustement du marché du travail (150.000 destructions d'emplois en décembre, portant leur cumul à 8,4 millions depuis le début de la récession en décembre 2007). La hausse du taux de chômage à des niveaux historiquement élevés (10% en décembre) pèse sur les dépenses de consommation des ménages, moteur traditionnel de l'économie américaine.

Dans la zone euro, la croissance du PIB, entamée au troisième trimestre 2009 (+0,4%), devrait se poursuivre en début 2010, comme le laissent augurer l'évolution des indicateurs conjoncturels. Ainsi, l'indice PMI manufacturier de la zone euro s'est de nouveau inscrit en hausse en janvier, à 52,4 après 51,6 au mois précédent. Dans le secteur des services, l'activité continue de se redresser en zone euro, mais elle a ralenti par rapport aux mois précédents. En effet, l'indice PMI des services s'est établi à 52,5 en janvier contre 53,6 en décembre. Le redressement de l'activité économique concerne les principaux pays de la zone euro, en particulier l'Allemagne, la France et l'Italie.

En Allemagne, la reprise économique, amorcée au deuxième trimestre (+0,4%) et confirmée au troisième trimestre (+0,7%), devrait se poursuivre à un rythme modéré, comme le laisse présager l'amélioration continue de l'indice IFO du climat des affaires (95,8 en janvier 2010 après 94,6 le mois précédent). Pour l'ensemble de l'année 2009, l'économie allemande aurait enregistré la plus grave récession du pays depuis l'après-guerre avec un recul du PIB de 5% (après +1,3% en 2008), selon une estimation préliminaire de l'office fédéral de la statistique. Cette contraction découle notamment d'une forte baisse des exportations et des investissements.

En France, l'activité poursuit sa reprise graduelle (+0,3% au troisième trimestre, identique au deuxième trimestre), tirée par la demande extérieure et des mesures temporaires de soutien de l'activité. L'arrêt du déstockage devrait se traduire par une progression temporaire du PIB, alors que les conditions d'une reprise plus soutenable ne sont pas encore réunies. La demande interne reste encore faible et le recul de l'emploi se poursuit.

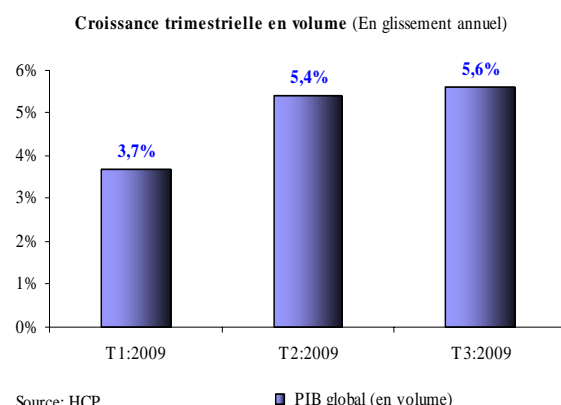
Globalement, la reprise de l'activité dans la zone euro devrait rester modérée, sous l'effet de la faiblesse de la demande intérieure, en ligne avec des niveaux historiquement bas de la confiance des ménages. La poursuite de l'ajustement du marché du travail (le taux de chômage a atteint 10% en décembre) et la remontée de l'inflation (à 1% en janvier en glissement annuel) devraient continuer à peser sur la consommation dans les mois prochains. La croissance dans la zone euro est également fragilisée par la dégradation de la situation financière de certains pays membres, en particulier la Grèce (déficit budgétaire de 12,7 % du PIB et dette publique à 115% du PIB en 2009). L'élargissement des spreads sur les titres souverains grecs rend plus coûteux le refinancement du pays sur le marché international, alors que la BCE a exclu une intervention en cas de graves difficultés d'un membre de la zone euro.

Au Japon, le PIB a progressé de 0,3% au troisième trimestre 2009 après 0,7% au deuxième trimestre. La croissance de l'économie nipponne est tirée par le rebond des exportations vers l'Asie émergente, en particulier la Chine, mais aussi par la consommation des ménages. Cette dernière est soutenue par des mesures gouvernementales en faveur des achats de voitures et d'équipement de maison à faible consommation énergétique. Le gouvernement a présenté début décembre un nouveau plan de relance de 54 milliards d'euros pour soutenir la demande intérieure en 2010. En revanche, les investissements sont freinés par d'importantes surcapacités de production et des taux d'intérêt réels relativement élevés (du fait de la déflation persistante). La nouvelle progression de l'indicateur avancé ESRI à son plus haut depuis juin 2008 (90,7 en novembre contre 89,4 en octobre) laisse présager une poursuite de la croissance de l'activité au quatrième trimestre.

Dans les grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil), la reprise de la croissance économique s'avère plus robuste que prévu, tirée essentiellement par la demande intérieure mais aussi par les exportations. En Chine, la croissance du PIB s'est accélérée pour s'établir à 10,7% au quatrième trimestre 2009 après 9,1% au troisième trimestre. L'indice conjoncturel PMI continue son accroissement pour s'approcher de son plus haut historique (à 57,4 en janvier après 56,1 le mois précédent), indiquant une forte expansion de la production manufacturière. Pour éviter une éventuelle surchauffe économique, du fait des liquidités excédentaires, les autorités chinoises ont procédé à un relèvement des réserves obligatoires des banques. En Inde, l'activité économique reste bien orientée avec une progression du PIB de 7,9% au troisième trimestre. La banque centrale indienne a également relevé le taux des réserves monétaires obligatoires pour limiter les risques inflationnistes. Au Brésil, les perspectives de croissance s'annoncent prometteuses, soutenues par la reprise de la consommation privée, mais l'inflation remonte également, quoique encore sous contrôle. Dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale, la reprise s'amorce plus lentement, en ligne avec le redressement de l'activité dans la zone euro.



Selon les derniers chiffres publiés par le Haut Commissariat au Plan (HCP) relatifs aux comptes nationaux trimestriels, l'activité économique a enregistré un taux de croissance en volume de 5,6% au troisième trimestre 2009 en glissement annuel après un accroissement de 5,4% au deuxième trimestre et de 3,7% au premier trimestre. Les données conjoncturelles disponibles attestent la poursuite de l'atténuation du rythme de baisse des activités touchées par la crise (OCP, industrie, tourisme et transferts des MRE), ce qui augure d'un maintien de la cadence haussière de l'activité économique au quatrième trimestre 2009. Compte tenu de ces évolutions, la réalisation d'un taux de croissance de 5,3% en 2009 s'avère accessible.



1. Croissance sectorielle

Secteur Primaire

Impact positif des récentes précipitations sur les ressources hydriques

Bénéficiant des conditions climatiques favorables survenues durant la campagne agricole 2008-2009, la production des trois principales céréales a atteint 102 millions de quintaux en progression de 99% par rapport à la campagne précédente, ce qui s'est traduit par un raffermissement de la valeur ajoutée agricole de 26,9% à fin septembre 2009 par rapport à la même période de l'année 2008.

Dans ces conditions, le volume collecté de céréales a atteint, à fin décembre 2009, près de 24,3 millions de quintaux² composé à hauteur de 98,5% de blé tendre, en progression de 110,7% par rapport au volume collecté à la même période de l'année précédente. De ce fait, le volume importé de céréales à fin 2009 a enregistré un repli de 29,4% pour s'établir à 4,3 millions de tonnes contre 6,1 millions de tonnes un an auparavant³.

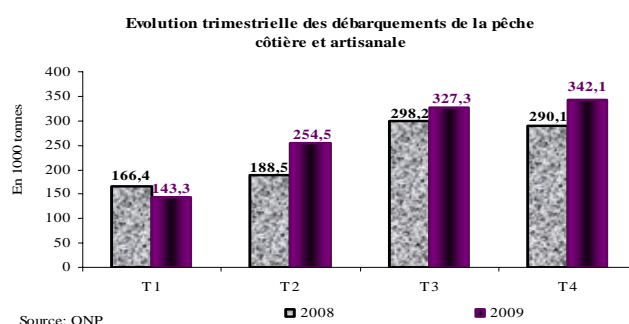
Concernant l'état d'avancement de la campagne agricole 2009-2010, selon les données publiées par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, les travaux du sol des cultures d'automne ont concerné, jusqu'au 19 novembre, une superficie de 2,1 millions d'hectares dont 350.000 en irrigué. Quant à la superficie totale semée en céréales d'automne, elle s'est établie à fin novembre à 1,3 million d'hectares, dont 116.000 hectares en zone irriguée. En outre, les ventes d'engrais réalisées jusqu'au 30 novembre 2009 se sont établies à 820.000 quintaux, soit un plus de 200.000 quintaux par rapport à la campagne précédente et une hausse de 42% en comparaison avec la moyenne des cinq dernières années.

Eu égard aux dernières précipitations enregistrées durant les deux dernières semaines du mois de décembre et réparties sur l'ensemble du territoire national, le taux moyen de remplissage des barrages s'est situé, au 27 janvier 2010, à 89,6% contre 67,3% un an auparavant, ce qui correspond à une hausse de 22,3 points de pourcentage. Ceci serait en mesure d'accélérer les travaux du sol des différentes cultures, particulièrement les céréales d'automne.

Hausse du volume des débarquements de la pêche côtière et artisanale à un rythme soutenu

A fin septembre 2009, le tonnage débarqué par la flotte de la pêche côtière et artisanale a enregistré un accroissement de 11% en glissement annuel. Compte tenu de cette performance, la valeur ajoutée de l'activité de la pêche s'est renforcée en terme réel de 9% au terme des trois premiers trimestres de 2009 par rapport à la même période de 2008.

Cette tendance haussière s'est poursuivie au quatrième trimestre 2009. En effet, le volume des débarquements de la pêche côtière et artisanale a enregistré une croissance de 18% en glissement annuel pour clôturer l'année sur une progression de 13,2% par rapport à 2008. Cette évolution est due en grande partie au raffermissement de 14,2% des débarquements des poissons pélagiques qui ont atteint 938.148 tonnes, soit 87,9% du total des captures.



² Source : Office National Interprofessionnel des Céréales et des Légumineuses (ONICL).

³ Source : Office des Changes.



De même, la valeur des captures de la pêche côtière et artisanale s'est appréciée, au quatrième trimestre 2009, de 28% par rapport à la même période de 2008. Toutefois, au terme de l'année 2009, elle s'est repliée de 5% après un recul de 12,3% à fin septembre et de 27,2% à fin mars 2009, ce qui témoigne d'une atténuation du rythme de baisse. Pour ce qui est de la commercialisation à l'étranger des produits de la mer, la valeur des exportations de ces produits maintient sa tendance baissière mais à un rythme moins prononcé d'un mois à l'autre. Elle s'est repliée en 2009 de 7,9% par rapport à 2008 après des baisses de 12,9% à fin octobre et de 16,6% à fin septembre 2009.

Activités hors primaire

L'activité hors primaire a positivement évolué depuis le premier trimestre 2009. Elle a clôturé le troisième trimestre sur une croissance de 2,5% en glissement annuel après une hausse de 2% au deuxième trimestre. Cette évolution est le résultat en grande partie de la bonne tenue des activités financières, des postes et télécommunications et de la branche électricité et eau. L'atténuation du rythme de baisse des activités touchées par la crise dont notamment l'industrie et le tourisme a également contribué à la montée du rythme de progression de l'activité hors primaire.

Raffermissement de la production des dérivés de phosphate en 2009

Au troisième trimestre 2009, le rythme de baisse de la valeur ajoutée des industries extractives a décéléré, passant d'un repli de 27,1% au deuxième trimestre à une baisse de 18,4% au troisième trimestre par rapport à la même période de l'année précédente.

Au terme de l'année 2009, la production de phosphate s'est repliée de 29,1% après un recul de 7,2% en 2008. Les productions des engrais et de l'acide phosphorique ont, quant à elles, progressé respectivement de 15,7% et 11,1% au terme de l'année 2009 après des baisses respectives de 16,3% et de 19,8% en 2008. Corrélativement avec la reprise de la production des dérivés de phosphate à partir du deuxième trimestre, le volume des importations de soufre solide s'est inscrit dans la même tendance ce qui a permis d'atténuer son rythme de baisse passant de -34,2% à fin septembre 2009 à -16,5% à fin 2009. En valeur, ces importations ont reculé de 89,2% suite essentiellement à la baisse du prix moyen à l'import de soufre solide de 87% pour s'établir à 505 dirhams la tonne.

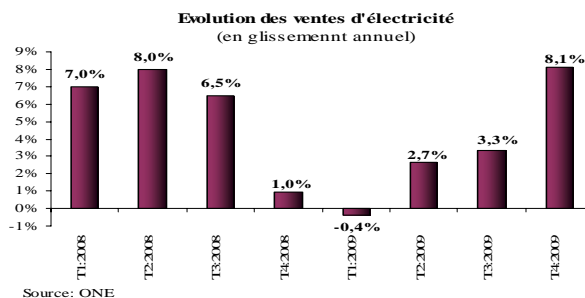
S'agissant de l'activité à l'export de l'OCP, elle a subi l'impact du repli des prix des produits phosphatés à partir du quatrième trimestre 2008 sous l'effet de la contraction de la demande mondiale consécutivement à la crise économique et financière internationale. Néanmoins, à partir du deuxième trimestre 2009, l'activité de l'OCP a commencé à retrouver son cours normal et le chiffre d'affaires à l'export du groupe a enregistré des progressions en glissement trimestriel, avec une nette amélioration au cours du troisième trimestre. L'ensemble de ces évolutions a permis d'atténuer le rythme de baisse des indicateurs d'activité à l'export de l'OCP par rapport à 2008, année exceptionnelle marquée par une flambée sans précédent des cours des produits phosphatés. Ainsi, au terme de l'année 2009, le chiffre d'affaires à l'export réalisé par l'OCP a atteint 18,7 milliards de dirhams, en baisse de 63,5% par rapport à l'année 2008 après un repli de 65,9% à fin septembre 2009.

Hausse de la consommation d'électricité durant le quatrième trimestre 2009

Au terme des trois premiers trimestres de l'année 2009, la valeur ajoutée de la branche eau et électricité s'est raffermie de 3,3% en glissement annuel, soutenue par l'accroissement de la production de l'électricité de 2,4% par rapport à fin septembre 2008. L'évolution des indicateurs relatifs à la production et à la consommation d'électricité durant le quatrième trimestre 2009 attestent de la poursuite de cette tendance haussière.

En 2009, la production d'électricité a enregistré un accroissement de 4,2% en glissement annuel contre 6,2% en 2008. Cette évolution est attribuable d'une part, au raffermissement de la production de l'énergie d'origine hydraulique de 117,1% suite à la bonne pluviométrie enregistrée et d'autre part, à l'augmentation de 8,5% des importations en provenance d'Algérie et d'Espagne, ce qui a contrebalancé le recul de la production de l'énergie thermique et de la production concessionnelle respectivement de 15,8% et 2,1%.

Pour ce qui est de la consommation d'électricité, elle a clôturé l'année 2009 sur une hausse de 3,4% en glissement annuel. Cette variation découle de l'augmentation des ventes de très haute, haute et moyenne tensions de 2,8% et de celles de basse tension destinées aux ménages de 5,9%.



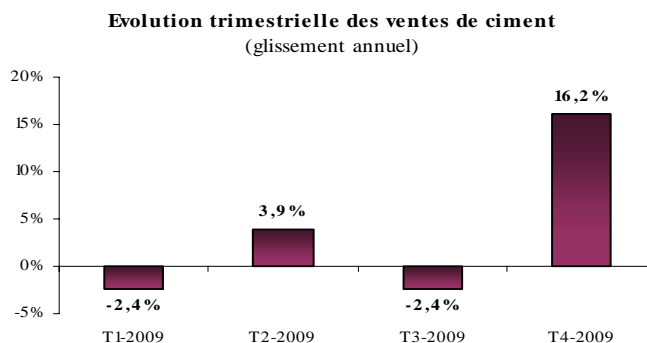
Il est à noter que les ventes réalisées au quatrième trimestre ont enregistré une progression de 8,1% contre une légère hausse de 1% à la même période de l'année précédente, en liaison principalement avec la hausse de 15,3% des ventes destinées aux abonnés autres que les régies constitués essentiellement des unités industrielles.



Comportement favorable des ventes de ciment en 2009, soutenu par les bonnes performances enregistrées au quatrième trimestre

L'activité du bâtiment et travaux publics a clôturé les trois premiers trimestres de l'année 2009 sur une légère croissance de 0,2% en glissement annuel. Quant à l'évolution de l'activité pour le quatrième trimestre 2009, les pronostics avancés par les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture élaborée par le HCP, indiquent une légère tendance haussière de l'activité par rapport au troisième trimestre 2009.

En effet, les ventes de ciment, principal baromètre de l'activité de construction, ont enregistré une nette amélioration au cours du quatrième trimestre 2009 avec un accroissement de 16,2% en glissement annuel après une baisse de 2,4% au premier et troisième trimestres et une augmentation de 3,9% au deuxième trimestre. Au titre de l'année 2009, les ventes cumulées de ciment se sont accrues de 3,4% comparativement à l'année 2008.



Source : Association Professionnelle des Cimentiers, Ministère de l'Habitat

Pour ce qui est du financement, l'encours des crédits à l'immobilier s'est établi en 2009 à 172,3 milliards de dirhams, soit une croissance de 12,8% par rapport à l'exercice 2008. En outre, 54.102 ménages ont bénéficié de la garantie FOGARIM, depuis la création du fonds jusqu'à fin décembre 2009, pour un montant de 7,9 milliards de dirhams. Il est à noter que les nouvelles mesures en faveur du logement social entrées en vigueur en 2010, seraient de nature à améliorer les performances du secteur du BTP.

Reprise des indices de production des principales industries destinées à l'export au troisième trimestre 2009

Au terme des trois premiers trimestres de l'année 2009, la production industrielle, approchée par l'indice de la production industrielle, s'est repliée de 1% en glissement annuel contre une hausse de 4,3% un an auparavant, résultant du fléchissement accusé essentiellement par les indices de production des industries de la cokéfaction et du raffinage, de celles des machines et équipements, de celles de cuirs, articles de voyage et chaussures, de celles de textile, de celles de l'automobile et de celles de l'habillement et fourrures respectivement de 18,9%, 12%, 4,4%, 1,1%, 0,4% et 0,2% par rapport à fin septembre 2008.

A noter à cet égard qu'au cours du troisième trimestre 2009, l'indice de la production industrielle a enregistré un léger repli, en glissement annuel, de 0,3% après une baisse de 1% au deuxième trimestre et de 1,6% au premier trimestre. Cette évolution provient en grande partie de la reprise, au troisième trimestre 2009, de la production des industries destinées à l'export particulièrement les industries d'habillement et fourrures, celles de cuirs, articles de voyage et chaussures, celles de textile et celles de l'automobile qui se sont accrues respectivement de 5,1%, 3,5%, 1,1% et 13,9% en glissement annuel contre des reculs de 0,7%, 10,3%, 3,1% et 4,9% au deuxième trimestre et de 4,1%, 6,6%, 1,7% et 9,5% au premier trimestre.

Evolution des indices de production des principales industries destinées à l'export (glissement annuel)

	T1:2008	T2:2008	T3:2008	T4:2008	T1:2009	T2:2009	T3:2009
Textile	0,9%	-3,7%	-3,7%	-3,3%	-1,7%	-3,1%	1,1%
Habillement et fourrures	8,8%	0,3%	-4,5%	-1,5%	-4,1%	-0,7%	5,1%
Cuirs, articles de voyage et chaussures	-8,7%	-3,8%	-8,7%	-12,5%	-6,6%	-10,3%	3,5%
Automobile	16,5%	5,1%	-5,9%	-4,1%	-9,5%	-4,9%	13,9%
Industries manufacturières	6,5%	4,1%	2,5%	-4,4%	-1,6%	-1,0%	-0,3%

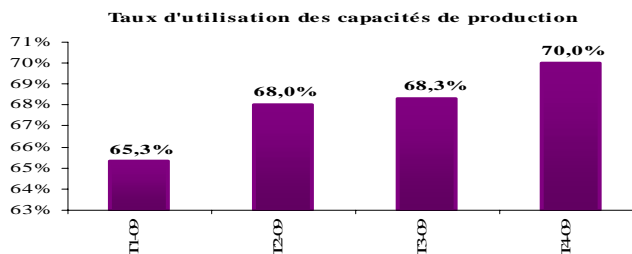
Source : Haut Commissariat au Plan.

Ces évolutions se sont traduites par une légère hausse, en glissement annuel, de la valeur ajoutée des industries de transformation de 0,4% au troisième trimestre 2009 après des replis de 0,3% au trimestre précédent et de 1% au premier trimestre 2009. Au terme des trois premiers trimestres de 2009, l'activité des industries de transformation a enregistré un léger repli de 0,3% par rapport à la même période de l'année précédente.



Quant aux perspectives de la production, les chefs d'entreprises interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture réalisée par le HCP, prévoient une amélioration de l'activité au cours du quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent. Cette évolution résulterait de la hausse prévue de la production des industries de la chimie et de la parachimie, de celles des produits alimentaires et de celles des produits issus de la transformation des minéraux de carrière. Néanmoins, la production des industries des ouvrages en métaux (non compris machines, matériel de transport), de celles du papier, carton et imprimerie et de celles de cuir, articles divers et chaussures en cuir serait en baisse en glissement trimestriel.

En outre, les résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib dans l'industrie font état d'un accroissement du taux d'utilisation des capacités de production de 1,7 point de pourcentage entre le troisième et le quatrième trimestre de l'année 2009, ce qui est en ligne avec les conclusions de l'enquête de conjoncture du HCP.



Source: Bank Al Maghrib

Ralentissement du rythme de baisse des indicateurs relatifs à l'activité touristique grâce aux bonnes performances enregistrées au quatrième trimestre 2009

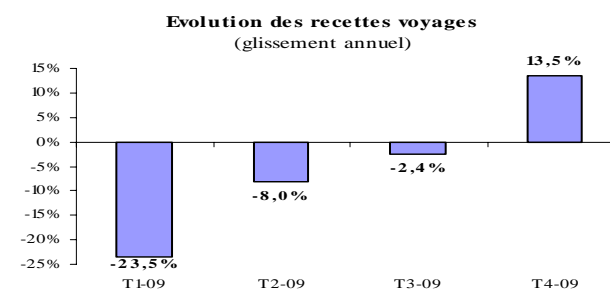
Selon l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le tourisme mondial a baissé de 4,3% en 2009 par rapport à 2008, en raison du contexte de crise économique. Toutefois, l'OMT prévoit une amélioration à un taux compris entre +3% et +4% en 2010, grâce au bon comportement de certaines destinations dites émergentes comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie, la Turquie, l'Indonésie et la Chine.

Au niveau national, l'atténuation du rythme de baisse des indicateurs relatifs à l'activité touristique (les arrivées, les nuitées ainsi que les recettes touristiques) s'est traduite par une décélération du rythme de repli de la valeur ajoutée de la branche hôtels et restaurants, en termes réels, qui est passé, en glissement annuel de -7,8% au premier trimestre 2009 à -4% au deuxième trimestre et à -2,1% au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, suite à l'amélioration notable de ces indicateurs, les perspectives de croissance de cette branche s'annoncent favorables, en relation notamment avec les dispositions de Cap 2009 et avec l'ouverture de deux nouvelles stations : la station Essaidia et la station Mazagan. De sa part, le tourisme interne devrait tirer profit de l'opération Kounouz biladi.

Ainsi, les arrivées de touristes ont augmenté de 5,9% pour s'établir à 8,3 millions de touristes en 2009 contre 7,9 millions un an auparavant. Les principaux marchés à l'origine de cette amélioration sont le marché espagnol qui a enregistré une croissance de 9,7%, suivi du marché français (+4%), belge (+11,9%), hollandais (+12,2%) et italien (+10,8%). Le nombre de Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) a augmenté de 10,4% pour s'établir à 4,05 millions de visiteurs. Par contre, les nuitées déclarées par les hôtels classés ont, quant à elles, reculé de 1,4% par rapport à 2008. Toutefois, il est à signaler que pour le seul mois de décembre, ces nuitées ont augmenté de 13,7% en glissement annuel après une baisse de 4,7% en novembre 2009 et une hausse de 1,3% en octobre 2009.

Pour ce qui est du trafic aérien, le nombre de passagers internationaux ayant transité par les aéroports du Royaume a atteint pratiquement 12 millions en 2009 contre 11,5 millions en 2008, soit une progression de 4,6% entre les deux périodes.

Concernant les recettes voyages, après avoir enregistré des replis de 2,4% au troisième trimestre 2009, de 8% au deuxième trimestre et de 23,5% au premier trimestre, elles se sont accrues de 13,5% au quatrième trimestre 2009 par rapport à la même période de l'année 2008. Compte tenu de ces évolutions, les recettes voyages générées au terme de l'année 2009 se sont contractées de 5% après une baisse de 5,7% à fin novembre, de 8,1% à fin octobre et de 9,6% à fin septembre 2009.



Source: Office des Changes, Elaboration: DEPF



Amélioration continue de l'activité des télécommunications

A fin septembre 2009, les indicateurs d'activité du secteur des télécommunications ont positivement évolué, comme en témoignent l'accroissement du parc de la téléphonie mobile de 12,5% en glissement annuel pour atteindre 25,1 millions d'abonnés, la croissance du parc total des abonnés Internet de 52% pour se situer à 1,05 million d'abonnés, grâce au raffermisssement du parc des abonnés à l'internet 3G de 182,9%, et le renforcement du parc global d'abonnés au fixe de 19,7% pour atteindre 3,4 millions d'abonnés, dont 62,2% sont des abonnés en mobilité restreinte. De ce fait, la valeur ajoutée de la branche postes et télécommunications s'est accrue en volume de 2,6% à fin septembre 2009 par rapport à fin septembre 2008. En outre, les recettes générées par les centres d'appel ont maintenu une évolution ascendante, enregistrant une progression, en glissement annuel, de 13% à fin 2009 pour s'établir à 3,4 milliards de dirhams.

2. Eléments de la demande

Dans un contexte de baisse de la demande étrangère, la croissance économique en 2009 serait de plus en plus soutenue par la demande finale intérieure qui bénéficierait des retombées positives de l'excellente campagne agricole, du maintien du taux de chômage sous la barre des 10% (9,8% au troisième trimestre 2009), de la progression continue des crédits à la consommation (+18,8% en 2009) et des efforts des pouvoirs publics pour soutenir le pouvoir d'achat notamment à travers la réduction de l'impôt sur le revenu et la revalorisation des salaires.

Compte tenu de la bonne résilience de l'économie marocaine face à la crise économique et financière mondiale, l'effort d'investissement se poursuit comme en témoigne la progression des crédits accordés à l'équipement de 29,1% par rapport à l'année 2008. Dans ce sens, la commission des investissements (CI) relevant de l'Agence Marocaine de Développement des Investissements (AMDI) a traité en 2009 près de 56 projets pour un montant global prévisionnel de 45 milliards de dirhams en progression de 20% par rapport à 2008. Ces projets devraient générer 20.139 emplois, soit une hausse de 29% par rapport au total des emplois à générer par les projets approuvés en 2008.

Les recettes des investissements et prêts privés étrangers ont atteint 26,1 milliards de dirhams à fin 2009, dont 73,4% sous forme d'investissements directs étrangers (IDE). Les dépenses d'investissement du budget de l'Etat continuent, quant à elles, de progresser à un rythme soutenu. Elles se sont, ainsi, renforcées de 16% pour se situer à 37,1 milliards de dirhams à fin novembre 2009.

Maintien du taux de chômage sous la barre de 10% en 2009

En 2009, la population active âgée de 15 ans et plus s'est établie à 11.314.000 personnes, en légère progression de 0,4% par rapport à 2008 contre +1,1% un an auparavant. L'évolution de la population active à un rythme inférieur à celui enregistrée par la population totale s'est traduit par un recul du taux d'activité de 0,7 point, passant à 49,9% en 2009 après 50,6% en 2008. Le taux d'activité des femmes a reculé de 0,8 point pour se situer à 25,8% contre 26,6% un an auparavant. Cette baisse a concerné aussi bien le milieu rural (-0,9 point) qu'urbain (-0,7 point).

Pour ce qui est de la population active occupée, elle a atteint 10.284.400 personnes en 2009 contre 10.189.300 actifs occupés en 2008, ce qui équivaut à la création nette de 95.100 postes entre les deux périodes, correspondant à 113.900 postes d'emplois rémunérés créés contre une perte de 18.800 emplois non rémunérés. Par secteur, les créations nettes ont concerné exclusivement les services (78.800 postes nouveaux) et le BTP (62.000 postes). Les autres secteurs ont connu, au contraire, une perte de 45.700 emplois suite à la perte de 39.700 postes d'emploi au niveau du secteur de l'« industrie y compris l'artisanat », de 1.100 emplois au niveau de l'« agriculture, forêt et pêche » et de 4.900 postes au titre des « activités mal désignées ».

Suite à ces évolutions, le taux de chômage a reculé de 0,5 point pour se situer en 2009 à son plus bas niveau jamais enregistré, soit 9,1% contre 9,6% en 2008. Ce repli a surtout profité au milieu urbain avec une baisse de 0,9 point (passant de 14,7% à 13,8%), tandis que le chômage rural s'est stabilisé à 4%.

Par sexe, le chômage des hommes a accusé une baisse de 0,5 point pour se situer à 9% contre 9,5% en 2008. Quant au chômage féminin, il a baissé de 0,3 point par rapport à 2008 pour se situer à 9,5%. Par tranche d'âge, le chômage des jeunes âgés de 25 à 34 ans est passé de 13,5% à 12,7% en 2009, soit un repli de 0,8 point. En revanche, le chômage enregistré chez la tranche d'âge de 35 à 44 ans a augmenté de 0,2 point pour s'établir à 5,4% en 2009. Par diplôme, le chômage des diplômés s'est élevé à 17,2% en 2009, soit une baisse de 1,3 point par rapport à 2008. Le chômage des « sans diplômes » a également reculé pour se situer à 4,4% en 2009 contre 4,7% en 2008.



Pour ce qui est des réalisations des programmes mis en place par les pouvoirs publics pour la promotion de l'emploi, le programme « IDMAJ » a concerné près de 52.000 bénéficiaires en 2009, dépassant l'objectif tracé qui était de 42.000 contrats d'insertion professionnelle. Ce programme ambitionne l'insertion de 57.000 jeunes en 2010. S'agissant du programme « TAEHIL », près de 14.033 jeunes ont pu bénéficier en 2009 de sessions de formation pour l'intégration dans le marché de l'emploi. Quant à « MOUKAWALATI », le programme a permis la création de 1.012 sociétés en 2009, dont 292 entreprises créées par des jeunes non diplômés.

Inflation maîtrisée

En 2009, l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré un accroissement de 1% par rapport à 2008. Cette évolution résulte de la progression des prix alimentaires et non alimentaires respectivement de 1% et 0,9% en glissement annuel.

Par ville, Oujda a enregistré la plus forte hausse des prix à la consommation (+2%), suivie de Laâyoune (+1,8%), Guelmim et Agadir (+1,6%), Tétouan et Tanger (+1,3%), Al-hoceima (+1,2%) et Settat (+1,1%). La plus faible progression des prix a été enregistrée à Beni-Mellal (+0,2%). La ville de Safi a, par contre, enregistré une baisse de 0,5% des prix par rapport à 2008.

Passage de l'Indice du Coût de la Vie (ICV) à l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)

Depuis 2005, le Haut Commissariat au Plan a entrepris une réforme de l'indice du coût de la vie pour tenir compte des nouvelles données disponibles (l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages de 2001, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2004 et l'enquête nationale sur les revenus et les niveaux de vie des ménages de 2007) et des derniers développements méthodologiques conçus pour mesurer l'inflation.

Cette réforme a donné lieu à un nouvel indice des prix à la consommation appelé IPC (Base 100: 2006). La conception de cet indice a été caractérisée par l'élargissement de la population de référence à l'ensemble de la population urbaine contrairement à l'ICV qui se limitait à la population urbaine dite de conditions de vie moyennes. De plus, la couverture géographique de ce nouvel indice a été élargie à six nouvelles villes à savoir, Al-Hoceima, Settat, Béni-Mellal, Safi, Guelmim et Dakhla.

En outre, le panier de référence de l'IPC a été actualisé pour tenir compte des changements dans les habitudes de consommation des ménages marocains. La composition du nouveau panier est basée sur les données détaillées de l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages de 2001. Ce panier comprend 478 produits contre 385 pour l'ICV et 1067 variétés contre 768 pour l'ICV.

Concernant la structure de l'IPC, les coefficients de pondération de cet indice sont calculés sur la base des données de l'enquête nationale sur la consommation et les dépenses des ménages de 2001 et actualisés par les données de l'enquête sur les revenus et les niveaux de vie des ménages de 2007. La disponibilité des données au niveau régional a permis d'introduire des structures de pondérations par ville, ce qui constitue une innovation par rapport à l'ancien indice.

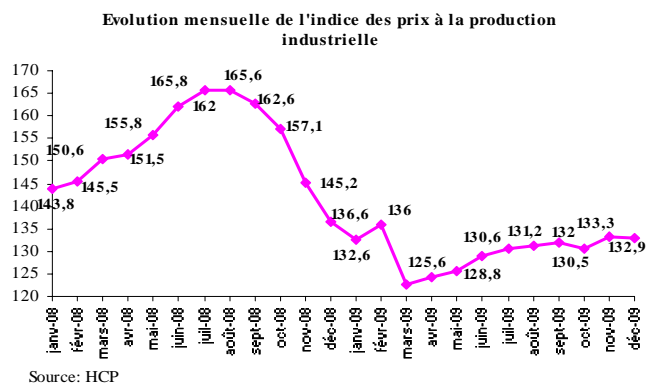
Comparaison des structures de l'ICV et de l'IPC

IPC (Base 100 : 2006)	Pondération	ICV (Base 100 : 1989)	Pondération
01. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	41,5	1. Alimentation	44,8
02. Boissons alcoolisées et tabac			
03. Articles d'habillement et chaussures	3,9	2. Habillement	6,3
04. Logement, eau, électricité et autres combustibles	14,8	3. Habitation	14,2
05. Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	4,9	4. Equipements ménagers	5,0
06. Santé	5,5	5. Soins médicaux	5,4
07. Transport			
08. Communication	14,9	6. Transport et communication	7,8
09. Loisirs et culture			
10. Enseignement	6,1	7. Loisirs et culture	5,7
11. Restaurants et hôtels			
12. Biens et services divers	8,4	8. Autres biens et services	10,8

Source: Note de présentation de l'IPC réalisée par le Haut Commissariat au Plan.



S'agissant de l'évolution de l'indice des prix à la production des industries manufacturières, il a accusé en moyenne un repli de 15,3% en 2009 en glissement annuel. Cette variation est imputable à la régression des prix des industries de cokéfaction et raffinage et de ceux de la production des industries chimiques respectivement de 33,6% et de 30,1%.



3. Echanges extérieurs

Les transactions commerciales du Maroc réalisées au terme de l'année 2009 se sont soldées par une baisse aussi bien des exportations que des importations de biens et services (FOB/FOB) respectivement de 19,2% et de 14,9% en glissement annuel. En conséquence, le taux de couverture a reculé de 3,7 points, passant à 68,6% contre 72,3% un an auparavant.

S'agissant des échanges de biens, ils ont gardé le même profil d'évolution depuis le début de l'année clôturant ainsi l'année 2009 sur un fléchissement des exportations (FOB) et des importations (CAF) respectivement de 28,2% et de 18,9% par rapport à 2008.

Pour ce qui est des échanges de services, ils se sont soldés par un excédent de 41,2 milliards de dirhams et ce, en dépit de la baisse de 5,6% des recettes pour atteindre 97,6 milliards de dirhams, dépassant toutefois les dépenses qui se sont établies à 56,4 milliards de dirhams, en hausse de 8,6% en glissement annuel.

Baisse continue des importations des produits énergétiques, des demi-produits, des produits bruts et des produits alimentaires

Les importations de biens ont maintenu le mouvement baissier entamé depuis le début de l'année 2009 pour clôturer cet exercice sur un recul en valeur de 18,9% après une progression de 25,5% un an auparavant. Le fléchissement accusé par les importations des produits énergétiques, des demi-produits, des produits bruts et des produits alimentaires est à l'origine de 90,5% du recul des importations totales.

La plus forte contribution à la baisse des importations est attribuable aux produits énergétiques et lubrifiants. En effet, les achats au titre de ce poste ont régressé en valeur de 25,4%, contribuant à hauteur de 30% au repli des importations totales. Le fléchissement de 44,1% des achats de pétrole brut explique 73,2% de la diminution de la valeur des achats des produits énergétiques, sous l'effet du recul de 13% du volume importé et de la baisse de 35,7% du prix moyen à l'import qui s'est établi à 3584,9 dirhams/tonne contre 5572,2 dirhams/tonne un an auparavant.

Les achats des demi-produits, composés essentiellement d'intrants destinés à la production industrielle, sont à l'origine de 26,3% de la baisse de la valeur totale des importations. Ils se sont repliés en valeur de 23,3%, attribuable principalement à la diminution de la valeur des achats de fer et acier en blooms et ébauches de 48,5%, des produits chimiques de 19,8%, des fils, barres, palplanches, profilés en fer ou en acier de 39,9% et des matières plastiques artificielles de 13,3%.

S'agissant des importations des produits bruts, elles ont reculé en valeur de 49,7% par rapport à l'année 2008, contribuant ainsi à hauteur de 21,5% à la dépréciation des importations totales. La baisse de 89,2% de la valeur des acquisitions de soufre brut, nécessaire à la production des dérivés de phosphates, demeure la principale source du recul des importations des produits bruts. Cette variation résulte de l'effet conjoint de la baisse de 84% du prix moyen à l'import du soufre brut et de la contraction de 32,7% du volume importé.

Les importations des biens d'équipement hors avions ont, de leur part, accusé une baisse en valeur de 9,3% en glissement annuel, résultant de la régression de la valeur des achats des machines et appareils divers, des voitures industrielles et des fils et câbles pour l'électricité respectivement de 7,8%, 20,2% et 47,3%.



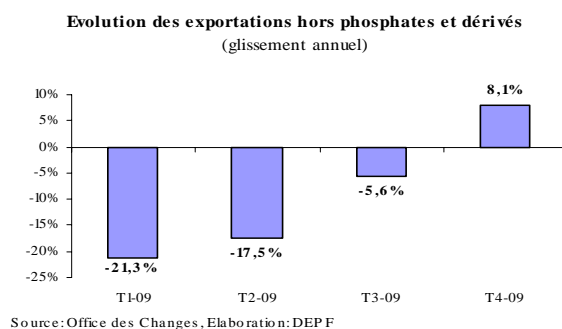
Quant aux importations des produits alimentaires, elles demeurent en baisse par rapport aux niveaux enregistrés l'année précédente. Elles se sont repliées de 24,6% après une hausse de 19,2% un an auparavant, attribuable essentiellement à la contraction des importations des céréales en volume et en valeur respectivement de 29,4% et de 50%, sous l'effet d'une part, de la disponibilité de la production locale et d'autre part, de la baisse des prix sur le marché international. En conséquence la part des céréales dans la facture alimentaire a reculé passant à 36% en 2009 contre 54,3% un an auparavant. En revanche, les importations de sucre maintiennent leur trend haussier entamé depuis le début de l'année 2009. Elles ont enregistré un accroissement en volume et en valeur respectivement de 29,9% et de 53,2%, sous l'effet conjoint de la baisse de la production nationale et du renchérissement des cours mondiaux de sucre brut suite à l'affectation de la récolte mondiale de canne à sucre par les fortes pluies au Brésil et par la sécheresse en Inde.

Reprise des exportations hors phosphates et dérivés au quatrième trimestre 2009

L'évolution des exportations de biens reste tributaire de la variation des exportations de phosphates et dérivés. En effet, le repli des expéditions à l'étranger du groupe OCP de 63,6% en glissement annuel explique 74,5% de la baisse des exportations totales.

Par produit, les ventes à l'étranger de phosphates ont accusé un recul en valeur de 70,8% par rapport à l'année 2008 (année marquée par des niveaux élevés des prix mondiaux de phosphates). Néanmoins, ces ventes ont enregistré un accroissement de 1,6% comparativement aux ventes réalisées en 2006 (année normale). Pour ce qui est des exportations des engrais naturels et chimiques et de celles de l'acide phosphorique, elles ont fléchi en valeur respectivement de 49,3% et de 64,8% en glissement annuel. Par rapport à l'année 2006, ces exportations ont progressé respectivement de 18,3% et de 1,9%.

S'agissant des exportations hors phosphates et dérivés, après avoir enregistré des replis, en glissement annuel, de 5,6% au troisième trimestre 2009, de 17,5% au deuxième trimestre et de 21,3% au premier trimestre, elles se sont accrues de 8,1% au quatrième trimestre 2009 par rapport à la même période de l'année 2008. Compte tenu de ces évolutions, ces exportations ont clôturé l'année 2009 sur un repli en valeur de 10,7% après un recul de 15,6% à fin septembre.



Cette décélération découle essentiellement du ralentissement du rythme de baisse des exportations des composants électroniques dont la valeur a régressé de 13,7% à fin décembre après des fléchissements de 22,9% à fin novembre et de 28,3% à fin octobre. De même, l'amplitude de baisse de la valeur des exportations des produits de la mer s'est allégée passant d'une baisse de 16,6% à fin septembre à des replis de 12,9% à fin octobre, de 10,4% à fin novembre et de 7,9% à fin décembre 2009.

Quant aux exportations des produits de textile et cuir, elles ont maintenu le même profil d'évolution que les mois précédents caractérisé par un fléchissement des expéditions des articles de bonneterie et de celles des vêtements confectionnés. Au terme de l'année 2009 et par rapport à l'année précédente, ces expéditions ont reculé respectivement de 3,1% et de 6,5%, tandis que les exportations de chaussures se sont appréciées de 8,1%.

Allègement du déficit commercial

La baisse accusée aussi bien par les exportations que par les importations de biens a généré un déficit commercial chiffré à 152,6 milliards de dirhams contre 170,3 milliards en 2008, en recul de 10,4% contre une hausse de 25,4% un an auparavant. Cette situation provient en grande partie de l'atténuation de 25,1% du déficit dégagé par les échanges des produits énergétiques et de la diminution de 85,6% du déficit résultant des échanges des produits alimentaires. Par région, le déficit commercial a été réalisé à hauteur de 52,3% avec l'Europe, 27,6% avec l'Asie, 17% avec l'Amérique, 3% avec les pays d'Afrique et 0,1% avec les pays d'Océanie.

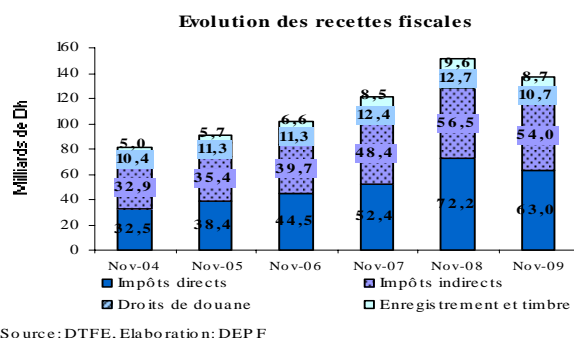


4. Finances publiques (hors TVA des Collectivités Locales)

L'exécution de la Loi de Finances 2009 au terme des onze premiers mois de 2009 s'est soldée par un déficit budgétaire de 3,9 milliards de dirhams. Les recettes fiscales se sont inscrites en baisse, toutefois à un rythme en atténuation comparativement à celui enregistré au terme des dix premiers mois. L'exécution des dépenses ordinaires demeure maîtrisée et leur tendance baissière se maintient suite essentiellement au repli des charges de compensation. D'un autre côté, les émissions des dépenses d'investissement ont enregistré une hausse de 16% et se sont réalisées à hauteur de 96,8%.

Atténuation du rythme de baisse des recettes fiscales

Au terme des onze premiers mois de 2009, les recettes fiscales ont été exécutées à hauteur de 85,5% pour s'établir à 136,5 milliards de dirhams, en recul de 9,6% par rapport à fin novembre 2008 après une baisse de 10,6% à fin octobre 2009. Cette évolution s'explique essentiellement par les réaménagements fiscaux et le caractère exceptionnel de certaines recettes en 2008. Au niveau des composantes des recettes fiscales, les impôts directs ont reculé de 12,8% pour se chiffrer à 63 milliards de dirhams.



Ce résultat est imputable, d'une part, à la baisse des recettes de l'IS de 7,5%, passant de 40,3 milliards de dirhams à fin novembre 2008 à 37,2 milliards à fin novembre 2009, en raison notamment de la réduction des taux de l'IS. D'autre part, il est attribuable à la baisse des recettes de l'IR de 21,4% à fin novembre 2009 pour atteindre 23,7 milliards de dirhams et ce, compte tenu du réaménagement du barème de cet impôt et du repli de l'IR sur le produit des cessions des valeurs mobilières cotées en bourse et de l'IR sur profits immobiliers.

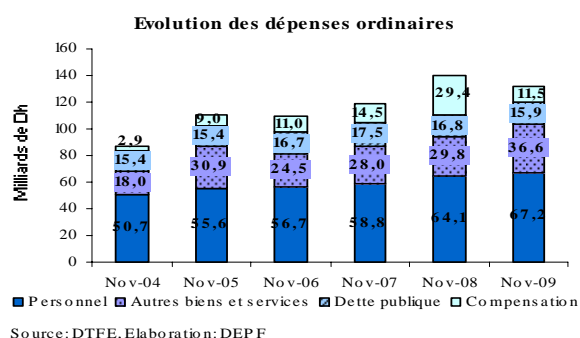
S'agissant des recettes des impôts indirects, elles ont régressé de 4,3% à fin novembre 2009 pour s'établir à 54 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable essentiellement au recul des recettes de la TVA de 8,3% et ce, malgré l'augmentation des recettes des TIC de 5,1%, suite particulièrement à la hausse de celles des TIC sur les produits énergétiques de 11%. Le recul des recettes de la TVA a concerné aussi bien les recettes de la TVA à l'importation (-10,3%) que celles de la TVA intérieure (-5,5%), en lien avec l'importance des remboursements octroyés à fin novembre 2009.

Les recettes perçues au titre des droits de douane se sont contractées de 15,5% pour atteindre 10,7 milliards de dirhams, en lien avec la baisse des importations taxables et l'impact du démantèlement tarifaire. Les recettes relatives aux droits d'enregistrement et de timbre ont diminué de 8,9% pour se chiffrer à 8,7 milliards de dirhams, sous l'effet du recul des droits sur les mutations en rapport avec le ralentissement des transactions immobilières.

Exécutées à hauteur de 89,1%, les recettes non fiscales se sont établies à 15,9 milliards de dirhams, en progression de 15,8% par rapport à fin novembre 2008. Cette évolution est attribuable à la hausse des recettes de monopoles de 37,8%, suite à l'accroissement du montant des dividendes versé par Itissalat Al-Maghrib, Bank Al-Maghrib et l'OCP et qui est passé de 5 milliards de dirhams à fin novembre 2008 à 7,9 milliards à fin novembre 2009. Les autres recettes non fiscales⁴ ont diminué de 8,9%.

Maîtrise de l'exécution des dépenses ordinaires et maintien de leur repli

A fin novembre 2009, les dépenses ordinaires se sont réalisées à hauteur de 79,2% pour s'établir à 131,3 milliards de dirhams, s'inscrivant en baisse de 6,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette tendance est imputable essentiellement au repli des dépenses de compensation de 61% pour se chiffrer à 11,5 milliards de dirhams à fin novembre 2009 et ce, suite à la contraction des cours mondiaux des matières premières. Hors dépenses de compensation, les dépenses ordinaires ont augmenté de 8,2%.



⁴ Cette rubrique comprend différentes recettes dont notamment celles du domaine, de fonds de concours, des recettes en atténuation des dépenses, de la redevance gazoduc et des intérêts sur placements et avances.

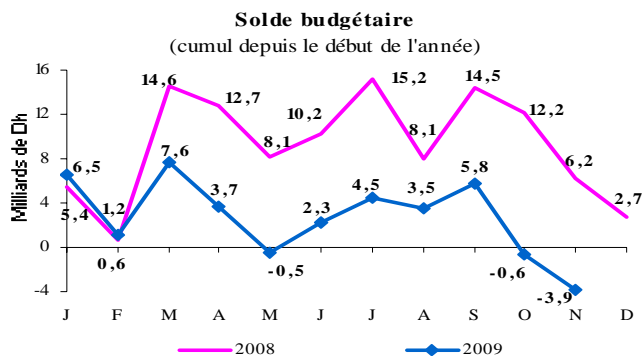


Les dépenses de biens et services se sont accrues de 10,6% pour atteindre 103,9 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des dépenses du personnel de 4,8%, en relation notamment avec les revalorisations salariales, et de celles des autres biens et services de 22,8%. Les charges en intérêts de la dette ont reculé de 4,8%, sous l'effet conjoint de la baisse de celles de la dette intérieure de 5,9% et la quasi stagnation de celles de la dette extérieure (+0,9%).

Les dépenses d'investissement du budget de l'Etat ont été réalisées à hauteur de 96,8% à fin novembre 2009 pour atteindre 37,1 milliards de dirhams contre 32 milliards au titre de la même période de l'année 2008, soit une augmentation de 16%.

Solde budgétaire déficitaire

L'évolution des recettes et des dépenses ordinaires, à fin novembre 2009, a permis de dégager un solde ordinaire de 23,3 milliards de dirhams contre 26,8 milliards à fin novembre 2008, couvrant ainsi 62,9% des dépenses d'investissement. Quant au solde budgétaire, compte tenu d'un solde positif des Comptes Spéciaux du Trésor (hors fonds de soutien des prix et fonds spécial routier) de 9,9 milliards de dirhams, il a été déficitaire de 3,9 milliards de dirhams après un excédent de 6,2 milliards à fin novembre 2008.



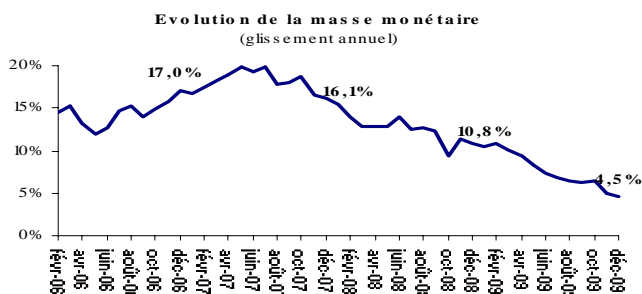
Source : DTFE, Elaboration : DEPF

Compte tenu de la réduction du stock des arriérés de paiement de 942 millions de dirhams par rapport à fin décembre 2008, le Trésor a dégagé un besoin de financement de 4,8 milliards de dirhams à fin novembre 2009 après un excédent de 9,5 milliards au titre de la même période de 2008.

5. Financement de l'économie

Poursuite du ralentissement de la création monétaire en 2009

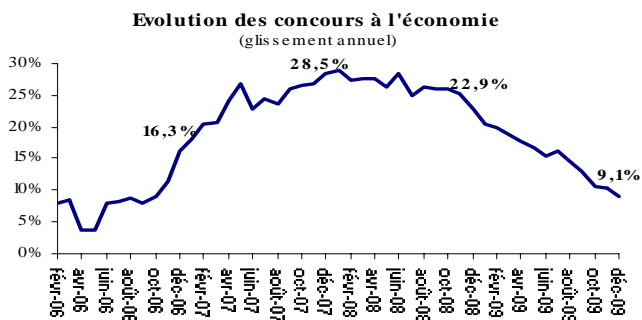
L'évolution des agrégats monétaires a été caractérisée au cours de l'année 2009 par la poursuite du ralentissement de la création monétaire entamé à partir du quatrième trimestre 2007. Ainsi, par rapport à la même période de l'année précédente, le rythme d'accroissement de la masse monétaire est passé de 10,8% à fin décembre 2008 à 4,5% à fin décembre 2009.



Source : Bank Al-Maghrib, Elaboration : DEPF

L'évolution des composantes de M3 fait apparaître que cette décélération a concerné principalement les placements à terme qui ont quasiment stagné (-0,3%) à fin décembre 2009 après une hausse de 22,9% à fin décembre 2008 et dans une moindre mesure les placements à vue et la monnaie scripturale dont les rythmes de progression sont passés respectivement de +10,2% et +7,9% au terme de l'année 2008 à +9% et +4,8% au terme de l'année 2009, tandis que la monnaie fiduciaire a maintenu un taux de croissance annuel quasiment inchangé (+6,7%).

S'agissant de l'évolution des contreparties de la masse monétaire, le rythme de progression des concours à l'économie est demeuré en décélération depuis le troisième trimestre de 2008, suite au ralentissement du rythme de croissance des différentes catégories de crédit à l'exception des crédits à l'équipement qui continuent de croître à un rythme élevé et à l'effet de base induit par la forte expansion observée durant l'année dernière.

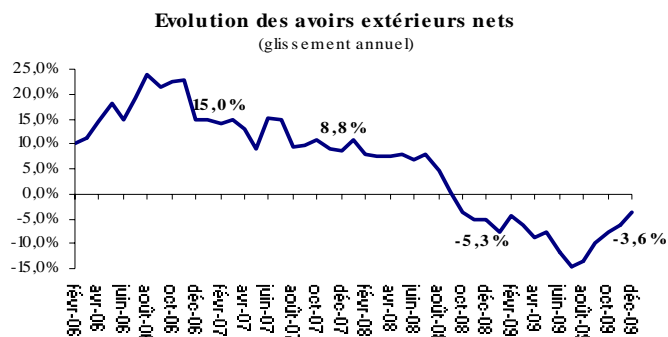


Source : Bank Al-Maghrib, Elaboration : DEPF



Par rapport à fin décembre 2008, les concours à l'économie ont augmenté de 9,1% ou 49,1 milliards de dirhams pour atteindre 585,3 milliards de dirhams à fin décembre 2009, après un accroissement de 22,9% ou près de 100 milliards l'année précédente. Cette évolution a résulté essentiellement de la diminution des crédits de trésorerie de 1% après une hausse de 22% l'année dernière et de la décélération des rythme de croissance des crédits immobiliers et à la consommation qui sont passés respectivement de +27,5% et +27,6% à fin décembre 2008 à +12,8% et +18,8% à fin décembre 2009. Néanmoins, les prêts à l'équipement ont augmenté de 29,1% après 19% l'année précédente.

A fin décembre 2009, les avoirs extérieurs nets ont poursuivi leur tendance baissière entamée à partir du quatrième trimestre de 2008, toutefois en atténuation. Par rapport à fin décembre 2008, ils ont baissé de 3,6% ou 7,1 milliards de dirhams pour se chiffrer à 189,4 milliards de dirhams après un repli de 5,3% ou 11 milliards l'année précédente. Cette évolution est en lien avec la baisse des réserves de change de Bank Al-Maghrib de 2,9% et de celles des banques de 11,2%.



Source: Bank Al-Maghrib, Elaboration: DEP F

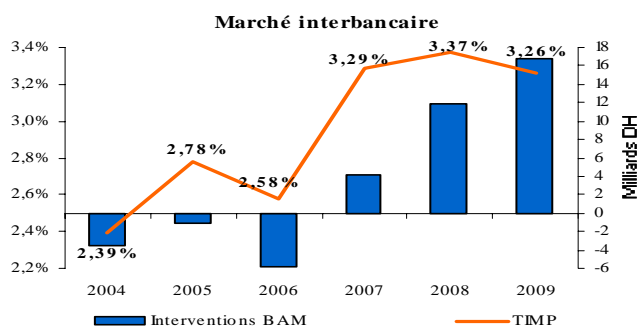
Au terme de l'année 2009, les créances nettes sur l'Etat ont augmenté par rapport à fin décembre 2008 de 6% ou 4,8 milliards de dirhams pour se chiffrer à 85,5 milliards de dirhams après une hausse de 1,1% ou 850 millions l'année dernière. Cette évolution est attribuable à l'effet conjoint de l'augmentation du recours du Trésor au marché bancaire de 10,1% et de l'amélioration de sa position nette auprès de Bank Al-Maghrib de 3 milliards de dirhams.

Concernant l'encours des agrégats de placements liquides à fin décembre 2009, il a augmenté par rapport à fin décembre 2008 de 36,3% après un recul de 15,5% l'année précédente. Cette évolution découle essentiellement de la progression de l'encours des titres d'OPCVM obligataires et de celui d'OPCVM monétaires respectivement de 50,5% et 35,4%. En revanche, les titres d'OPCVM actions et diversifiés ont baissé de 25,2%.

Accentuation du resserrement des trésoreries bancaires et tendance baissière des taux interbancaires comparativement à l'année 2008 dans le sillage d'une régulation accommodante de Bank Al-Maghrib

Le resserrement des trésoreries bancaires enclenché en 2007, s'est poursuivi en 2009. Après s'être atténué au cours du premier trimestre 2009 suite à l'abaissement du taux de la réserve monétaire à partir du 1^{er} janvier 2009 de 15% à 12%, il s'est accentué de manière ascendante au cours des deuxième et troisième trimestres de 2009. Cette situation est intervenue en dépit d'une deuxième réduction du taux de la réserve monétaire à compter du 1^{er} juillet 2009 pour le ramener à 10%. Cette évolution découle essentiellement de l'effet restrictif induit d'une part, par les opérations sur avoirs extérieurs suite aux achats de devises par les banques commerciales et d'autre part, par l'augmentation de la circulation de la monnaie fiduciaire. Face à cette situation, la Banque Centrale a décidé une troisième réduction du taux de la réserve monétaire à partir du 1^{er} octobre 2009, le ramenant à 8%. En conséquence, l'insuffisance des trésoreries bancaires s'est résorbée au quatrième trimestre 2009.

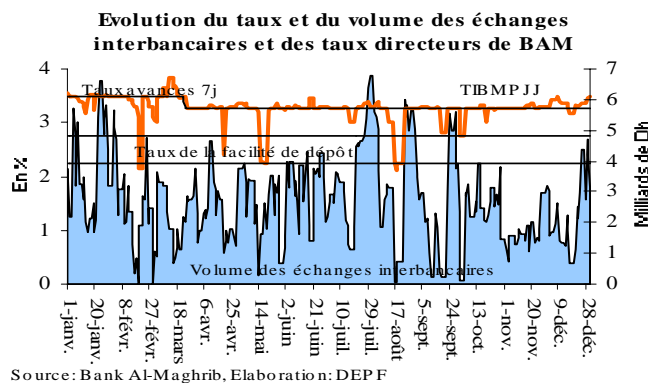
Dans le cadre de sa régulation accommodante du marché monétaire, Bank Al-Maghrib est intervenu régulièrement au cours de l'année 2009 pour combler l'insuffisance des trésoreries bancaires en injectant des liquidités, essentiellement à travers les avances à 7 jours sur appel d'offres dont le volume moyen a augmenté en passant de 11 milliards de dirhams en 2008 à 16,6 milliards en 2009.



Source: Bank Al-Maghrib, Elaboration: DEP F



S'agissant de l'évolution du taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), après avoir atteint un maximum de 3,85% le 13 mars 2009, il s'est inscrit en baisse pour osciller à des niveaux proches du taux directeur à l'exception des replis significatifs observés en fin des périodes de constitution de la réserve monétaire. Cette évolution est intervenue dans le sillage de l'abaissement du taux directeur à 3,25% à partir du 24 mars 2009.



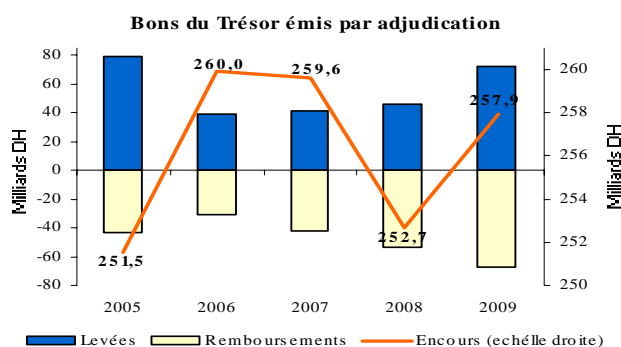
La moyenne trimestrielle du TIMPJJ a diminué en passant de 3,41% au premier trimestre à 3,21% au deuxième et à 3,15% au troisième avant d'augmenter à 3,28% au quatrième. La moyenne annuelle du TIMPJJ a enregistré un repli de 11 pb par rapport à 2008 pour s'établir à 3,26% et sa volatilité a reculé de 2 pb pour s'établir à 0,27% en 2009. En parallèle, le volume moyen des transactions interbancaires a diminué par rapport à 2008 de 7,9% pour s'établir à 2,7 milliards de dirhams.

Concernant l'évolution des taux débiteurs, les résultats de l'enquête de Bank Al-Maghrib auprès des banques pour le troisième trimestre 2009 révèlent une stabilité du taux moyen pondéré du crédit bancaire à 6,53%. Toutefois, ce résultat recouvre des évolutions différenciées des taux appliqués aux différentes catégories de prêts. En effet, le taux sur les crédits à l'équipement, plus volatile comparativement aux autres, a marqué la plus forte augmentation en passant de 6,88% au deuxième trimestre 2009 à 7,46% au troisième trimestre 2009, tandis que celui sur les facilités de trésorerie a légèrement progressé de 4 points de base pour atteindre 6,65%. En revanche, les taux appliqués aux crédits à l'immobilier et à la consommation ont reculé respectivement de 14 et de 7 points de base pour s'établir respectivement à 5,61% et 7,22%.

Hausse du recours du Trésor au marché des adjudications et tendance baissière des taux obligataires primaires comparativement à l'année 2008

Après l'atténuation enregistrée au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres de 2009, le recours du Trésor au marché des adjudications s'est raffermi au cours du quatrième trimestre avec des levées brutes atteignant 24,7 milliards de dirhams, soit presque le même niveau enregistré au premier trimestre et le double des levées réalisées tant au cours du deuxième trimestre qu'au cours du troisième trimestre. Ces levées ont été réparties à raison de 62% pour le court terme et 38% pour le moyen terme. Les remboursements du Trésor ont enregistré une hausse de 29%, passant de 13,3 milliards de dirhams au troisième trimestre 2009 à 17,1 milliards au quatrième trimestre. L'offre des investisseurs a progressé par rapport au troisième trimestre 2009 de 54,7% pour atteindre 104,5 milliards de dirhams, satisfaite à hauteur de 23,7% contre 17,1% au trimestre précédent et orientée essentiellement vers le court terme (53,3%) et le moyen terme (45%).

Ainsi, au terme de l'année 2009, le Trésor a levé 72,9 milliards de dirhams, en hausse de 56,9% par rapport à l'année 2008, dont 21,4% sont intervenues au cours du mois de novembre. Ces levées ont concernés les maturités courtes et moyennes avec des parts respectives de 68,4% et 31,6% au lieu de 94,5% et 5,5% en 2008, tandis que pour la deuxième année consécutive, le Trésor n'a pas recouru aux maturités longues. Les remboursements des bons du Trésor ont atteint 67,7 milliards de dirhams, en hausse de 26,6% par rapport à 2008.



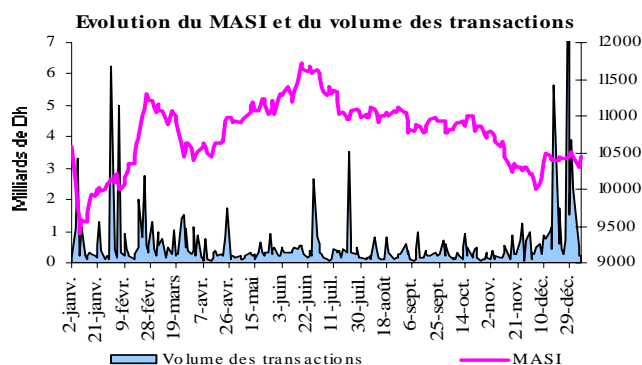
Ainsi, l'encours des bons du Trésor par adjudication s'est établi, à fin 2009, à 257,9 milliards de dirhams, en hausse de 2,1% par rapport à son niveau à fin 2008 après une baisse de 2,7% l'année dernière. S'agissant de l'offre des investisseurs au cours de l'année 2009, elle a augmenté de 40,3% par rapport à 2008 pour atteindre 456,4 milliards de dirhams, satisfaite à hauteur de 16% au lieu de 14,3% l'année précédente et orientée essentiellement vers le court (63,7%) et le moyen terme (34,4%).



Après avoir enregistré une tendance baissière au cours du premier et du deuxième trimestres de 2009, les taux des bons du Trésor à court et à moyen terme émis sur le marché primaire se sont ajustés à la hausse à partir du troisième trimestre pour les taux des bons à moyen terme et à partir du quatrième trimestre pour les taux des bons à court terme. Comparativement à l'année 2008, les taux des bons du Trésor se sont inscrits globalement en baisse. Ainsi, les taux moyens pondérés annuels des émissions à court terme ont enregistré des baisses de 24 pb, 20 pb et 30 pb respectivement pour les maturités à 13 semaines, à 26 semaines et à 52 semaines pour s'élever à 3,28%, 3,49% et 3,47%. Concernant les taux moyens pondérés annuels des émissions à moyen terme, ceux à 2 ans et à 5 ans ont enregistré des replis de 4 pb et 7 pb pour atteindre respectivement 3,64% et 3,82%.

Tendance baissière au niveau de la Bourse de Casablanca pour la deuxième année consécutive

L'évolution de l'activité au niveau de la Bourse de Casablanca au cours de l'année 2009 a été volatile mais globalement orientée à la baisse. Ainsi, à l'exception de l'amélioration enregistrée au cours du mois de février 2009 et au cours du deuxième trimestre 2009, engendrant des progressions semestrielles de 5,5% pour le MASI et de 5,1% pour le MADEX, l'évolution de ces deux indicateurs s'est inversée à la baisse au cours du deuxième semestre 2009, enregistrant des replis de 9,9% pour le MASI et de 11,2% pour le MADEX.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration: DEPF

De ce fait, pour la deuxième année consécutive, la Bourse de Casablanca a clôturé l'année sur des reculs de 4,9% pour le MASI et de 6,6% pour le MADEX après des baisses respectives de 13,5% et 13,4% en 2008. Cette évolution reflète la persistance du climat d'incertitude et d'attentisme qui régnait sur la Bourse de Casablanca suite la forte correction intervenue en septembre 2008 essentiellement sous l'effet psychologique de la crise économique et financière mondiale. Pour sa part, la capitalisation boursière s'est repliée de 4,3% pour s'établir à 508,9 milliards de dirhams.

Au niveau sectoriel, les indices de 12 secteurs parmi les 21 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca se sont repliés par rapport à l'année 2008, dont particulièrement ceux des secteurs à forte capitalisation à savoir les banques (-2,7%), les télécommunications (-12,5%), l'immobilier (-10,3%), le BTP (-7,9%), les sociétés de portefeuilles-holdings (-5%) et les assurances (-11,1%). Cependant les indices de 9 secteurs ont enregistré des performances annuelles positives, dont notamment ceux de l'agroalimentaire (+24,6%), des boissons (+95,7%), des mines (+52,3%), de l'informatique (+26,6%) et de l'électronique (+31,7%).

Au terme de l'année 2009, le volume global des transactions a atteint 144,4 milliards de dirhams, en baisse de 40,9% par rapport à 2008. Le seul mois de décembre a canalisé 25,5% de ce volume vu que 50,3% du volume des transactions ayant transité par le marché de blocs ont été réalisés au cours de ce mois suite aux opérations habituelles d'allers-retours de fin d'année et à des échanges stratégiques d'actions. Le marché central s'est accaparé de 54,5% du volume global des transactions où les actions les plus actives étaient Addoha, Itissalat Al-Maghrib, Attijariwafa Bank, BMCE et CGI avec des parts du volume des transactions en actions sur ce marché de 18,6%, 12,4%, 9,9%, 9,3% et 5,9% respectivement. Le marché de blocs a drainé 34,1% du volume global des échanges qui ont concerné essentiellement les valeurs Attijariwafa Bank (28,7%), BMCE (15%), Crédit du Maroc (14,8%) et CGI (9,7%). Le restant des flux transactionnels est réparti entre les augmentations de capital (4,4%)⁵, les apports de titres (4,4%) et les introductions (2,1%)⁶.

⁵ Dont 78,9% en numéraire et 21,1% par conversion des dividendes.

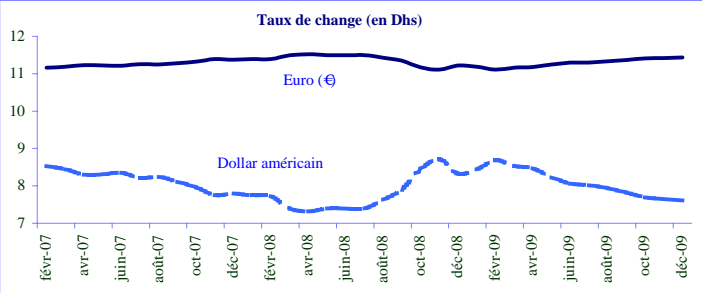
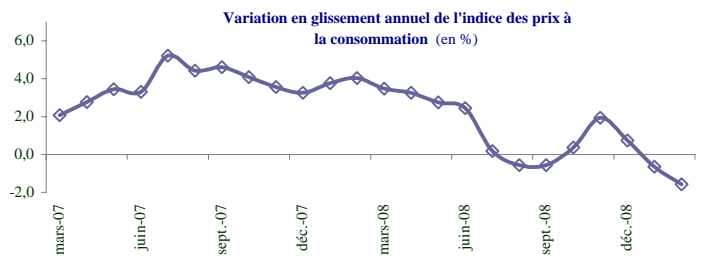
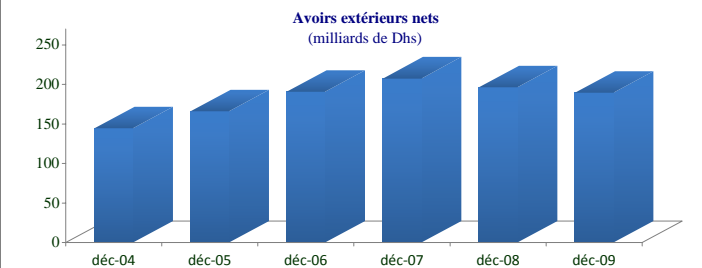
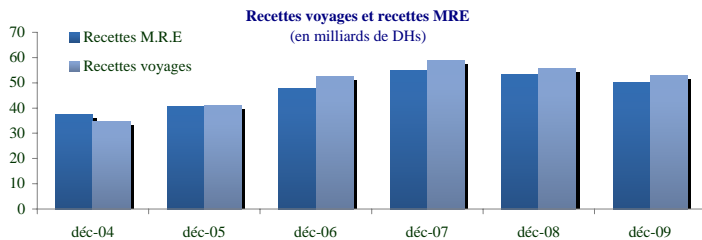
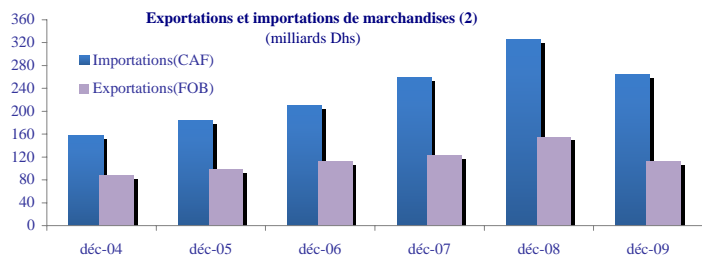
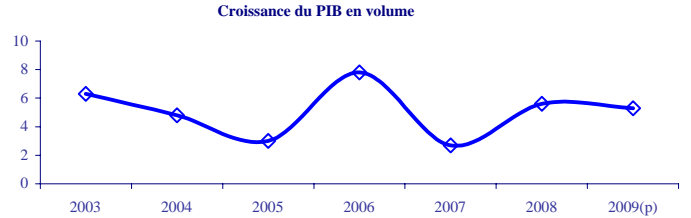
⁶ Il s'agit de l'introduction de 5 emprunts obligataires.



N° : 156

Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale (1)	2007	2008	2009(p)
Produit Intérieur Brut (aux prix de l'année précédente) (base 1998)	2,7	5,6	5,3
Echanges extérieurs (2) (millions de Dhs)	déc.-08	déc.-09	(%)
Importations globales	326 042	264 446	-18,9
Énergie et lubrifiants	72 715	54 244	-25,4
Pétrole brut	30 683	17 166	-44,1
Produits finis d'équipement	71 657	66 717	-6,9
Blé	12 428	5 441	-56,2
Exportations globales	155 740	111 849	-28,2
Demi-produits	53 172	30 535	-42,6
Phosphates et dérivés	51 460	18 757	-63,6
Solde commercial	-170 302	-152 597	-10,4
Taux de couverture (en %)	47,8	42,3	
Transferts MRE	53 072	50 238	-5,3
Recettes voyages	55 551	52 799	-5,0
Investissements et prêts privés étrangers	35 291	26 079	-26,1
Monnaie (millions de Dhs)	déc.-08	déc.-09	(%)
Agrégat M3	714 668	747 036	4,5
Avoirs extérieurs nets	196 453	189 391	-3,6
Créances sur le trésor	80 621	85 470	6,0
Concours à l'économie	536 200	585 253	9,1
Dont : Concours bancaires	529 796	579 221	9,3
Crédits à l'immobilier	152 811	172 296	12,8
Crédits à l'équipement	96 888	125 077	29,1
Crédits à la consommation	25 086	29 810	18,8
Bourse	déc.-08	déc.-09	(%)
MASI	10 984	10 444	-4,9
MADEX	9 061	8 464	-6,6
Volume des transactions (millions de Dhs)	217 736	127 948	-41,2
Indice des prix à la consommation (100=2006)	déc.-08	déc.-09	(%)
Indice des prix à la consommation (100=2006)	106,3	107,4	1,0
Produits alimentaires	111,9	113,0	1,0
Produits non alimentaires	102,4	103,3	0,9
Taux de change (en MAD)	déc.-08	déc.-09	(%)
Euro	11,18	11,34	1,4
Dollar américain US\$	8,31	7,77	-6,5
Taux d'intérêt (moyenne annuelle pondérée)	2008	2009	Pb 100
Taux adjudications (13 semaines)	3,52	3,28	-24
(26 semaines)	3,69	3,49	-20
(52 semaines)	3,77	3,47	-30
(2ans)	3,68	3,64	-4



Finances publiques (y compris TVA des CL) (3)	nov.-08	nov.-09	(%)			
Recettes ordinaires (R.O) (en millions de Dhs)	183 921	170 286	-7,4			
Recettes fiscales	168 069	152 160	-9,5			
Impôts directs	72 240	63 002	-12,8			
IS	40 258	37 229	-7,5			
IR	30 184	23 716	-21,4			
Impôts indirects	73 531	69 677	-5,2			
TVA	56 853	52 149	-8,3			
TIC	16 677	17 529	5,1			
Droits de douane	12 711	10 746	-15,5			
Enregistrement et timbre	9 587	8 735	-8,9			
Recettes non fiscales	13 718	15 884	15,8			
Monopoles	7 242	9 983	37,8			
Dépenses ordinaires (D.O)	140 095	131 296	-6,3			
Biens et services	93 972	103 890	10,6			
Personnel	64 135	67 244	4,8			
Autres biens et services	29 837	36 646	22,8			
Dettes publiques	14 075	13 250	-5,9			
Dette publique intérieure	2 676	2 699	0,9			
Dette publique extérieure	11 399	10 551	-7,4			
Solde ordinaire	43 826	38 989	-11,0			
Compensation	29 372	11 457	-61,0			
Investissement	32 004	37 121	16,0			
Solde budgétaire	6 166	-3 878	-62,3			
Solde primaire (4)	22 917	12 071	-47,3			
Activités sectorielles	déc.-08	déc.-09	(%)			
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	7 879	8 341	5,9			
Nuitées (en milliers)	16 462	16 239	-1,4			
Production marchande de phosphates (mille tonnes)	25 823	18 307	-29,1			
Production de produits dérivés	5 040	5 669	12,5			
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCF (millions de Dhs)	51 460	18 743	-63,6			
Exportations des produits dérivés	33 677	13 580	-59,7			
Ventes de ciment (mille tonnes)	14 048	14 520	3,4			
Débarquement de la pêche côtière (milliers tonnes)	943	1 067	13,2			
Débarquement de la pêche côtière (millions de Dhs)	4 479	4 256	-5,0			
Production d'électricité (GWh)	24 004	25 009	4,2			
Production concessionnelle	13 043	12 771	-2,1			
Trafic aérien des voyageurs (en milliers)	12 986	13 486	3,8			
Mouvements des avions	174 019	181 816	4,5			
Emploi	4Tr07	4Tr08	4Tr09			
Taux d'activité	49,8	50,6	49,9			
Taux de chômage	9,7	9,6	9,1			
Urbain	14,8	14,7	13,8			
Diplômés	20,4	20,0	18,6			
Agés de 15 à 24 ans	33,6	31,8	31,8			
Variation des indices de la production (3)	3Tr08	3Tr09	(%)	2007	2008	(%)
Mines	134,5	109,2	-18,8	149,3	146,6	-1,8
Industries manufacturières	153,6	153,1	-0,3	152,4	155,3	1,9
Produits des industries alimentaires	144,2	147,7	2,4	133,7	138,7	3,8
Produits de l'industrie textile	123,1	124,5	1,1	119,7	116,9	-2,3
Produits de l'industrie automobile	197,6	225,1	13,9	216,5	220,5	1,9
Electricité	175,4	179,1	2,1	163,4	168,2	2,9

(1) Taux de variation, Source HCP

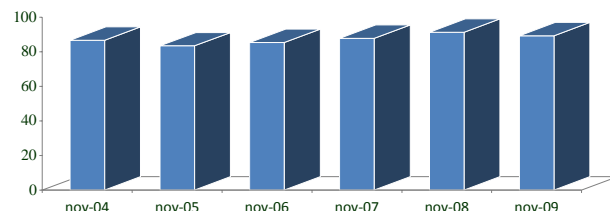
(2) y.c. le commerce de la zone franche

(3) Indice de la production selon la nouvelle base 1998

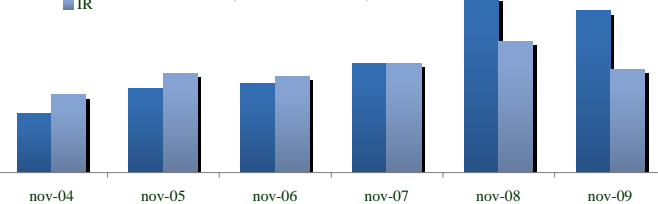
(4) Solde du budget général non compris les intérêts de la dette publique

e : estimation de la DEPF

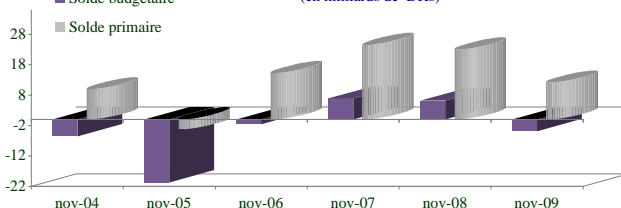
Recettes fiscales / R.O. (en %)



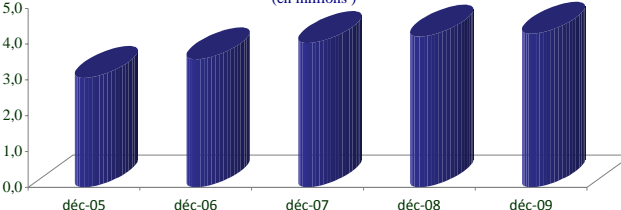
IR et IS (en milliards de DHs)



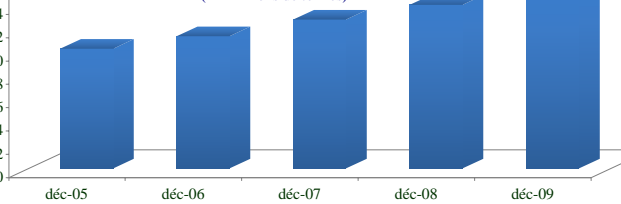
Solde budgétaire et solde primaire (en milliards de DHs)



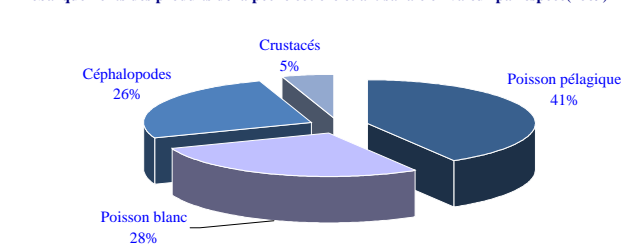
Arrivées de touristes étrangers (en millions)



Ventes de ciment (En millions de tonnes)



Débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale en valeur par espèce (2009)



Taux de chômage

